

**N° 7654<sup>14</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2021-2022

---

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi du 21 mars 2017  
relative aux emballages et aux déchets d'emballages**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE  
L'ENVIRONNEMENT, DU CLIMAT, DE L'ENERGIE  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

(22.4.2022)

La commission se compose de : M. François BENOY, Président-Rapporteur ; M. André BAULER, Mmes Myriam CECCHETTI, Stéphanie EMPAIN, MM. Paul GALLES, Gusty GRAAS, Max HAHN, Mmes Martine HANSEN, Cécile HEMMEN, MM. Aly KAES, Fred KEUP, Gilles ROTH, Jean-Paul SCHAAF, Mme Jessie THILL, M. Carlo WEBER, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 25 août 2020 par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Le Conseil d'État a émis son avis le 22 juin 2021.

Les avis respectifs de la Chambre des Métiers, du Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises, de la Chambre de Commerce et du Conseil Supérieur des Personnes Handicapées datent des 12 mars 2021, 15 mars 2021, 30 mars 2021 et 9 avril 2021.

Le 24 septembre 2021, la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire a nommé M. François Benoy comme rapporteur du projet de loi.

La Commission a examiné le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'État au cours de la réunion du 4 octobre 2020 ; elle a adopté une série d'amendements parlementaires au cours de cette même réunion.

L'avis complémentaire du Conseil d'État date du 18 janvier 2022.

Les avis complémentaires de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce datent des 8 novembre et 13 décembre 2021.

Au cours de sa réunion du 7 février 2022, la Commission a adopté une nouvelle série d'amendements parlementaires.

Le deuxième avis complémentaire du Conseil d'État date du 1<sup>er</sup> avril 2022.

Le deuxième avis complémentaire de la Chambre des Métiers date du 14 mars 2022.

Le deuxième avis complémentaire de la Chambre de Commerce date du 6 avril 2022.

La commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'État au cours de sa réunion du 20 avril 2022 et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 22 avril 2022.

\*

## II. CONSIDERATIONS GENERALES

L'objet principal du projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages est de transposer en droit national la directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

Il prévoit des mesures de prévention des déchets d'emballages, des objectifs de valorisation de et de recyclage, introduit la base légale pour la mise en place d'un système de consigne sur les emballages de boissons, renforce la responsabilité élargie des producteurs et augmente les sanctions applicables en cas de non-respect des dispositions prévues par la loi.

Le projet de loi fait partie d'un paquet de cinq projets de loi qui renforcent le cadre légal luxembourgeois en matière de gestion de déchets et mettent en œuvre le cadre communautaire ainsi que la vision luxembourgeoise pour la gestion responsable et durable des ressources et des déchets délinéée dans la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » et le plan national de gestion des déchets et des ressources.

### Le cadre européen

La loi précitée du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages a transposé la directive 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée par la directive 2014/12/CE.

La directive 94/62/CE vise tous types d'emballages et déchets d'emballages, quels que soient les matériaux dont ils sont constitués. La directive définit la prévention de déchets d'emballages comme première priorité et fixe les moyens à mettre en œuvre, notamment :

- harmoniser les politiques nationales de gestion des emballages et déchets d'emballages ;
- prévenir et réduire les incidences des déchets d'emballages sur l'environnement ;
- assurer un niveau élevé de protection de l'environnement ;
- garantir le fonctionnement du marché intérieur ;
- prévenir l'apparition d'entraves aux échanges et de restrictions de concurrence dans la Communauté européenne.

Elle fixe également des objectifs pour la valorisation et le recyclage des emballages et des déchets d'emballages.

La directive (UE) 2018/852 modifie la directive 94/62/CE et a comme objectif de limiter la production de déchets d'emballages et de promouvoir davantage le réemploi, le recyclage et d'autres formes de valorisation des déchets d'emballages afin de contribuer à la transition vers une économie circulaire.

Les États membres doivent prendre des mesures afin de limiter davantage la production de déchets d'emballages et afin d'augmenter la part d'emballages réutilisables mis sur le marché et des systèmes de réemploi des emballages qui soient respectueux de l'environnement. À cet effet, les États membres peuvent notamment mettre en place des systèmes de consignes, des objectifs, des mesures d'incitation économiques voire des pourcentages minimaux d'emballages réutilisables mis sur le marché.

La directive prévoit également des objectifs de recyclage plus ambitieux, la mise en place d'exigences essentielles auxquelles doivent répondre les emballages mis sur le marché ainsi que des systèmes de valorisation des emballages, et renforce davantage le système de responsabilité élargie du producteur.

La directive fait partie du paquet « économie circulaire » de l'Union européenne datant de 2018, qui comprend plusieurs directives en matière de gestion de déchets :

- Directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques
- Directive (UE) 2018/850 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets

- Directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets
- Directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages
- Directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement (SUP)

\*

### **III. OBJET DU PROJET DE LOI**

Les principales modifications apportées par le projet de loi sont les suivantes :

#### **Prévention de déchets d'emballages**

Le projet de loi reprend certaines dispositions de la loi en vigueur et prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, certains produits à usage unique tels que les gobelets pour boissons et récipients pour aliments ainsi que les sacs ne peuvent plus être fournis gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits. La taille, le mode de consommation et le matériel composant les produits concernés ne jouent pas de rôle dans ce contexte. Il est par ailleurs précisé que le consommateur qui renonce à l'emballage peut profiter d'une réduction du coût de l'emballage.

#### **Objectifs de valorisation et de recyclage**

Le projet de loi introduit des objectifs minimaux de recyclage à l'horizon 2026 et 2031, ces objectifs devant être atteints par les responsables d'emballages. Le texte fixe par ailleurs les règles pour évaluer l'atteinte des objectifs.

#### **Consigne sur les emballages de boissons**

Le texte crée une base légale qui permettra la mise en place d'un système de reprise national unique portant sur les emballages de boissons servant à la consommation humaine et qui sont mis sur le marché luxembourgeois. Il prévoit que le montant de la consigne se trouve entre 10 centimes et 1 euro. Un règlement grand-ducal règlera la date et les modalités de mise en œuvre du système de consigne.

#### **Responsabilité élargie du producteur**

Il est à noter que les dispositions générales au sujet de la responsabilité élargie des producteurs font partie du projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Celles-ci sont déclinées plus en détail par le présent projet de loi. Le projet de loi ajoutant les notions de déchets d'emballages ménagers et non-ménagers, il prévoit des dispositions concernant la responsabilité élargie des producteurs des emballages ménagers réemployables pour lesquels il existe un système de reprise, ainsi que des autres emballages ménagers et des emballages non-ménagers.

#### **Sanctions pénales et amendes administratives**

Au niveau des sanctions pénales, la durée maximale de la peine d'emprisonnement et le montant maximal de l'amende sont augmentés, à l'image d'autres législations environnementales récentes. Le montant maximal de l'amende administrative a également été augmenté.

\*

#### **IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

##### **Avis du Conseil d'Etat (22.6.2021)**

Dans son avis datant du 22 juin 2021, le Conseil d'État émet plusieurs oppositions formelles et formule bon nombre de remarques au sujet du projet de loi. Dans son commentaire concernant l'article 9 qui traite des responsables d'emballages et des organismes agréés, le Conseil d'État attire l'attention des lecteurs sur le fait que l'article renvoie à l'article 19 de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets. La modification de cet article prévu dans le projet de loi n°7659 a fait l'objet d'une opposition formelle du Conseil d'État dans son avis y relatif.

Au sujet de la modification des sanctions pénales, le Conseil d'État demande sous peine d'opposition formelle que les différentes infractions soient regroupées en fonction de leur gravité et que soit précisée la peine qui en résulte. Il demande également, sous peine d'opposition formelle, une rectification du renvoi à l'article 6 afin de respecter le principe de légalité des peines. De même, il s'oppose formellement au renvoi à « l'article 8, paragraphe 3, alinéa 3 » dans l'article 18 du projet de loi et demande qu'il soit rectifié, ceci afin de respecter le principe de légalité des peines.

##### **Avis complémentaire du Conseil d'Etat (18.1.2022)**

Dans son avis complémentaire datant du 18 janvier 2022, le Conseil d'État est en mesure de lever plusieurs des oppositions formelles qu'il a émises dans son premier avis. Pourtant, il maintient son opposition formelle ayant trait au renvoi à corriger dans l'article traitant des sanctions pénales afin de respecter le principe de légalité des peines. Par ailleurs, la Haute Corporation émet deux nouvelles oppositions formelles : la première concerne la définition de la notion de « plastique » dans le premier amendement ; le Conseil d'État demandant aux auteurs de s'en tenir aux définitions figurant dans la directive. La deuxième opposition formelle concerne un renvoi à corriger sur le fondement du principe de légalité des peines au niveau de l'amendement 4.

##### **Deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat (1.4.2022)**

Dans son deuxième avis complémentaire, la Haute Corporation se dit en mesure de lever ses oppositions formelles et ne formule aucune autre observation quant au fond concernant les amendements.

\*

#### **V. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES**

##### **Avis du Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises (15.3.2021)**

De manière générale, le SYVICOL exprime son soutien aux principes visés par la directive 2018/852 que le projet de loi entend transposer en droit national.

Il rappelle quelques-unes des remarques formulées dans son avis concernant le projet de loi n°7659 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Il s'agit notamment de ses remarques concernant les définitions des « déchets municipaux », « déchets municipaux ménagers », et « déchets municipaux non ménagers », qui ont abordé la répartition des compétences entre les différents acteurs de la gestion des déchets municipaux. Il s'agit également de sa remarque concernant l'abolition de la commission de suivi pluripartite. Il demande que cette dernière, qui inclut trois délégués des syndicats intercommunaux chargés de la gestion des déchets ménagers et assimilés, soit maintenue. Le SYVICOL réitère par ailleurs ses doutes quant à la définition de l'article 2 qui considère les autorités publiques comme des « acteurs économiques ».

Le SYVICOL demande également à être consulté au sujet du règlement grand-ducal qui déterminera les modalités de la mise en œuvre du système de consigne prévu par le projet de loi.

##### **Avis de la Chambre des Métiers (12.3.2021)**

Dans son avis datant du 12 mars 2021, la Chambre des Métiers s'oppose catégoriquement à l'introduction d'un système de consigne national unique pour les emballages de boissons. Elle estime que

l'introduction d'un tel système sera impossible sans coordination préalable avec les principaux pays producteurs de ces emballages, et note que la mise en place nécessitera des efforts organisationnels, financiers, logistiques et humains considérables. Si un tel système était mis en place, la Chambre des Métiers plaiderait pour que les PME soient accompagnées financièrement et conceptuellement dans cette transition.

Par ailleurs, la Chambre des Métiers s'oppose à l'interdiction des emballages en plastique pour les fruits et légumes, prévue dans le texte initial du projet de loi. Il est à noter que la disposition concernée a été transférée au projet de loi n° 7656 par la suite.

La Chambre des Métiers met en garde que les dispositions prévues par le projet de loi pourraient pénaliser principalement les petits commerces artisanaux, les métiers de l'alimentation ainsi que la vente en détail.

Elle estime également que la définition des déchets municipaux ménagers est beaucoup trop large, et réitère son opposition à cette dernière, opposition qu'elle a également formulée dans son avis concernant le projet de loi n°7659.

#### **Avis de la Chambre de Commerce (30.3.2021)**

De manière générale, la Chambre de Commerce est en faveur des principes qui forment la base du projet de loi : la protection de l'environnement, l'économie circulaire et la gestion des ressources.

Néanmoins, elle regrette que le projet de loi ne respecte pas le principe « toute la directive, rien que la directive », estimant que les dispositions proposées par le projet de loi imposent des restrictions supplémentaires aux acteurs économiques nationaux.

De manière générale, la Chambre de Commerce se soucie que les dispositions prévues engendrent une hausse des coûts pour les différents acteurs.

Elle exprime également ses réserves par rapport à l'introduction d'un système de consigne luxembourgeois, estimant que le Grand-Duché devra considérer les systèmes mis en place par ses voisins. La Chambre de Commerce estime également que l'interdiction de la vente de fruits et légumes dans un conditionnement plastique risque de peser lourd sur les petits commerces.

La Chambre de Commerce soulève plusieurs questions au sujet de l'élargissement du champ de la responsabilité élargie des producteurs aux emballages non ménagers et demande notamment que le projet accorde aux entreprises le choix de mandater un organisme agréé, leur fournisseur actuel, ou encore un autre fournisseur.

Par ailleurs, la Chambre de Commerce soulève plusieurs questions par rapport au prix dissuasif, qui, selon le texte initial du projet de loi, devra être appliqué sur les emballages de service.

#### **Avis du Conseil supérieur des personnes handicapées (27.5.2021)**

Dans son avis, le Conseil supérieur des personnes handicapées (CSPH) se penche sur la disposition prévoyant l'interdiction du conditionnement en plastique de fruits et légumes, y compris ceux qui sont épluchés ou découpés. Le Conseil estime que la disposition, telle que prévue dans le texte initial du projet de loi, pourrait engendrer des barrières supplémentaires, réduire ou même enlever l'accessibilité aux produits frais aux personnes handicapées. Le CSPH demande que des solutions alternatives soient mises en place et que la disposition ne soit pas mise en vigueur sans que les éventuels effets indésirables liés à une discrimination indirecte soient atténués. Il revendique par ailleurs que les mesures prises n'affectent pas la situation économique des personnes handicapées.

#### **Avis complémentaire de la Chambre des Métiers (8.11.2021)**

Dans son avis complémentaire, la Chambre des Métiers rappelle plusieurs points de son premier avis, notamment concernant son opposition à l'introduction d'un système de consigne et au sujet de l'interdiction du conditionnement en plastique pour les fruits et les légumes, ainsi que de la fourniture d'emballages de service.

#### **Avis complémentaire de la Chambre de Commerce (13.12.2021)**

Dans son avis complémentaire, la Chambre de Commerce rappelle qu'elle aimerait que le principe « toute la directive, rien que la directive » soit respecté dans le projet de loi. Dans ce contexte, elle

regrette que les amendements ne tiennent pas compte de ses remarques au sujet de l'introduction d'un système de consigne ou la multiplication des points de collecte des déchets.

Elle soutient que les amendements ont repoussé la date d'interdiction du conditionnement des fruits et des légumes et qu'une exemption a été introduite pour les fruits et légumes épluchés ou découpés.

#### **Deuxième avis complémentaire de la Chambre des Métiers (14.3.2022)**

Dans son deuxième avis complémentaire, la Chambre des Métiers salue les modifications apportées par le premier amendement concernant les emballages de service ; cet amendement répondant aux demandes du secteur.

#### **Deuxième avis complémentaire de la Chambre de Commerce (6.4.2022)**

Dans son deuxième avis complémentaire, la Chambre de Commerce salue la suppression de la notion de « prix dissuasif » en lien avec le coût de certains emballages.

Elle réitère son plaidoyer pour le principe « toute la directive, rien que la directive » et regrette la non-prise en compte de plusieurs de ses remarques relatives au texte initial du projet de loi.

\*

### **VI. COMMENTAIRE DES ARTICLES**

#### *Article 1<sup>er</sup>*

L'article vise à remplacer l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. Il énumère les objectifs de la loi. Le Conseil d'État note que le libellé proposé est dépourvu de valeur normative et peut être supprimé. La Commission décide pourtant de maintenir l'article, qui se lit comme suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages est remplacé comme suit par les dispositions suivantes :

« Art. 1<sup>er</sup>. Objectifs

La présente loi prévoit des mesures visant, comme première priorité, la prévention de déchets d'emballages et, comme autres principes fondamentaux, le réemploi et à la préparation à la réutilisation d'emballages, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'emballages et, partant, la réduction de l'élimination finale de ces déchets afin de contribuer à la transition vers une économie circulaire. »

#### *Article 2*

L'article 2 vise à remplacer l'article 3 de la loi de 2017 pour tenir compte de la nouvelle teneur des définitions de la directive 94/62/CE, suite aux modifications opérées par la directive (UE) 2018/852. Le Conseil d'État note que le concept de « mise à disposition sur le marché » est défini au point 13°, sans qu'il ne soit employé par la suite dans le projet de loi ; il propose dès lors de supprimer cette définition. Il note également que, dans la mesure où le projet de loi a recours à la notion d'« emballages de service », il est indiqué de reprendre la définition prévue à l'ancien point 29°.

La Commission décide d'amender comme suit l'article sous rubrique :

- Au point 3° un bout de phrase superfétatoire est supprimé.
- Les définitions de « mise sur le marché » et de « mise à disposition sur le marché » sont supprimées alors que ces termes sont désormais définis dans la loi-cadre relative aux déchets. Il suffit dès lors de faire un renvoi à ces définitions dans le présent article.
- La définition de « plastique » est modifiée afin de la faire correspondre en tous points à la définition de « plastique » se trouvant dans le projet de loi relatif à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, ceci pour éviter la coexistence de deux définitions différentes.
- La définition du « responsable d'emballages » est reformulée de manière plus cohérente et précise, de façon à s'aligner sur celle du « producteur de produits » figurant à l'article 4 de la loi du 12 mars 2012.

- Au sujet de la « valorisation énergétique », la deuxième phrase « La présente définition ne couvre pas les emballages soumis au réemploi au sens de la présente loi. » est supprimée.

L'article amendé se lit comme suit :

**Art. 2.** L'article 3 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 3. Définitions

Aux fins de la présente loi, on entend par :

- 1° « acteurs économiques » : dans le domaine de l'emballage, les fournisseurs de matériaux d'emballage, fabricants, transformateurs, remplisseurs et utilisateurs, importateurs, commerçants et distributeurs, autorités publiques et organismes publics ;
- 2° « accord environnemental » : tout accord formel entre le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après « le ministre », et les responsables d'emballages ou organismes agréés qui doit être ouvert à tous les acteurs économiques souhaitant se conformer aux conditions fixées par l'accord afin de contribuer à la réalisation des objectifs ~~dont question~~ visés à l'article 1<sup>er</sup> ;
- 3° « conditionnement » : l'action de placer une denrée alimentaire dans une enveloppe ou dans un contenant en contact direct avec la denrée concernée ; ~~cette enveloppe ou ce contenant~~ ;
- 4° « déchet d'emballage » : tout emballage ou matériau d'emballage couvert par la définition des déchets figurant à l'article 4 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et aux ressources, ci-après « la loi du 21 mars 2012 », à l'exclusion des résidus de production ;
- 5° « déchet d'emballage ménager » : un déchet d'emballage constituant un déchet municipal ménager au sens de la loi du 21 mars 2012 ;
- 6° « déchet d'emballage non ménager » : un déchet d'emballage constituant un déchet municipal non ménager au sens de la loi du 21 mars 2012 ;
- 7° « emballage » : tout produit constitué de matériaux de toute nature, destiné à contenir et à protéger des marchandises données, allant des matières premières aux produits finis, à permettre leur manutention et leur acheminement du producteur au consommateur ou à l'utilisateur, et à assurer leur présentation.

Tous les articles à jeter, utilisés aux mêmes fins, doivent être considérés comme des emballages.

L'emballage est uniquement constitué de :

- a) l'emballage de vente ou emballage primaire, c'est-à-dire, l'emballage conçu de manière à constituer au point de vente une unité de vente pour l'utilisateur final ou le consommateur ;
- b) l'emballage de groupage ou emballage secondaire, c'est-à-dire, l'emballage conçu de manière à constituer au point de vente un groupe d'un certain nombre d'unités de vente, qu'il soit vendu tel quel à l'utilisateur final ou au consommateur, ou qu'il serve seulement à garnir les présentoirs au point de vente ; il peut être enlevé du produit sans en modifier les caractéristiques ;
- c) l'emballage de transport ou emballage tertiaire, c'est-à-dire, l'emballage conçu de manière à faciliter la manutention et le transport d'un certain nombre d'unités de vente ou d'emballages de groupage en vue d'éviter leur manipulation physique et les dommages liés au transport. L'emballage de transport ne comprend pas les conteneurs de transport routier, ferroviaire, maritime et aérien.

La définition de la notion d'« d'emballages » doit reposer en outre sur les critères suivants :

- i. Un article est considéré comme un emballage s'il correspond à la définition susmentionnée, sans préjudice d'autres fonctions que l'emballage pourrait également avoir, à moins que l'article ne fasse partie intégrante d'un produit et qu'il ne soit nécessaire pour contenir, soutenir ou conserver ce produit durant tout son cycle de vie et que tous les éléments ne soient destinés à être utilisés, consommés ou éliminés ensemble ;



- ii. Les articles conçus pour être remplis au point de vente et les articles à usage unique vendus, remplis ou conçus pour être remplis au point de vente sont considérés comme des emballages pour autant qu'ils jouent un rôle d'emballage et qu'ils constituent des emballages de service ;
- iii. Les composants d'emballages et les éléments auxiliaires intégrés à l'emballage sont considérés comme des parties de l'emballage auquel ils sont intégrés. Les éléments auxiliaires accrochés directement ou fixés à un produit et qui jouent un rôle d'emballage sont considérés comme des emballages, à moins qu'ils ne fassent partie intégrante d'un produit et que tous les éléments ne soient destinés à être consommés ou éliminés ensemble.

Les articles énumérés à l'annexe I de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité avec l'article 19, paragraphe 2, et l'article 21bis de cette directive sont des exemples illustrant l'application de ces critères ;

- 8° « emballage réemployable » : un emballage qui a été conçu, créé et mis sur le marché pour pouvoir accomplir pendant son cycle de vie plusieurs trajets ou rotations en étant rempli à nouveau ou réemployé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu ;
- 9° « emballage composite » : un emballage composé de deux ou plusieurs couches de matériaux différents qui ne peuvent être séparées à la main et forment une seule unité, composé d'un récipient intérieur et d'une coque extérieure, qui est rempli, entreposé, transporté et vidé comme tel ;
- 9°bis « emballage de service » : tout emballage primaire ou secondaire, utilisé au point de mise à disposition de biens ou de services aux consommateurs ;
- 10° « gestion centralisée » : le système qui consiste pour un organisme agréé à prendre en charge des déchets d'emballages à partir d'un point de collecte par apport volontaire en vue de les soumettre au recyclage ;
- 11° « gestion des déchets d'emballages » : la gestion des déchets, telle que définie à l'article 4 de la loi du 21 mars 2012 ;
- 12° « matériau d'emballage » : toute matière simple ou composée d'origine naturelle ou artificielle composant un emballage ;
- 13° « mise à disposition sur le marché » : la fourniture d'un produit destiné à être distribué, consommé ou utilisé sur le marché luxembourgeois dans le cadre d'une activité commerciale, que ce soit à titre onéreux ou gratuit ;**
- 14° « mise sur le marché » : la première mise à disposition d'un produit sur le marché luxembourgeois ;**
- 13° « organisme agréé » : la personne morale agréée conformément à la loi du 21 mars 2012, qui prend à sa charge les obligations de la responsabilité élargie des producteurs ;
- 14° « plastique » : **un polymère au sens de l'article 3, point 5 du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui est capable de jouer le rôle de composant structurel principal de sacs ; un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5), du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent**



**avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux, y compris les caoutchoucs à base de polymères et les plastiques d'origine biologique ou biodégradables, qu'ils soient ou non dérivés de la biomasse ou destinés à se dégrader biologiquement avec le temps.**

**Cette définition exclut les polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ;**

- 15° « recyclage organique » : le traitement aérobie (compostage) ou anaérobie (biométhanisation), par des microorganismes et dans des conditions contrôlées, des parties biodégradables des déchets d'emballages, avec production d'amendements organiques stabilisés ou de méthane. L'enfouissement en décharge ne peut être considéré comme une forme de recyclage organique ;
- 16° « responsable d'emballages » : toute personne physique ou morale **établie ou non au Grand-Duché de Luxembourg qui, à titre professionnel, place sur le marché luxembourgeois des produits emballés et ce quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par le biais de contrats à distance tels que définis à l'article L 222-1 du Code de la Consommation.**
- a) **établie au Grand-Duché de Luxembourg qui, à titre professionnel, remplit ou vend directement au Grand-Duché de Luxembourg, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par le biais de contrats à distance tels que définis à l'article L 222-1 du Code de la consommation, et met sur le marché luxembourgeois des produits emballés ; ou**
- b) **qui est le premier acteur à réceptionner, à titre professionnel, des produits emballés importés au Grand-Duché de Luxembourg par toute personne physique ou morale établie ou non au Grand-Duché de Luxembourg, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par le biais de contrats à distance tels que définis à l'article L 222-1 du Code de la consommation, et met sur le marché luxembourgeois des produits emballés ; ou**
- c) **établie en dehors du Grand-Duché de Luxembourg qui, à titre professionnel, vend des produits emballés au Grand-Duché de Luxembourg directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que des ménages, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par le biais de contrats à distance tels que définis à l'article L 222-1 du Code de la consommation ;**

En ce qui concerne les emballages de service, est considéré comme responsable d'emballages toute personne qui à titre professionnel et en vue de leur mise sur le marché luxembourgeois produit ou importe des emballages de service ;

- 17° « sacs en plastique » : les sacs, avec ou sans poignées, composés de plastique, qui sont fournis aux consommateurs dans les points de vente de marchandises ou de produits ;
- 18° « sacs en plastique légers » : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 50 microns ;
- 19° « sacs en plastique très légers » : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 15 microns nécessaires à des fins d'hygiène ou fournis comme emballage primaire pour les denrées alimentaires en vrac lorsque cela contribue à prévenir le gaspillage alimentaire ;
- 20° « sacs en plastique oxodégradables » : les sacs en plastique composés de matières plastiques contenant des additifs qui catalysent la fragmentation des matières plastiques en microfragments ;
- 21° « système de consignation » : le système de reprise par lequel l'acquéreur verse une somme d'argent qui lui est restituée lorsque l'emballage utilisé est rapporté ;
- 22° « taux de part de marché » : pourcentage, pour une période donnée, des emballages pour liquides alimentaires comportant au numérateur le volume de liquides alimentaires mis sur le marché, emballés dans des emballages réemployables et consommés sur le territoire national et au dénominateur le volume total des liquides alimentaires mis sur le marché et consommés sur le territoire national ;
- 23° « taux de recyclage » : pourcentage, pour une période donnée, des déchets d'emballages comportant au numérateur le poids des déchets d'emballages effectivement soumis à recy-

clage et au dénominateur le poids total des emballages valorisables mis sur le marché luxembourgeois par un responsable d'emballages et consommés sur le territoire national.

La présente définition ne couvre pas les emballages soumis au réemploi au sens de la présente loi ;

24° « taux de valorisation » : pourcentage, pour une période donnée, des déchets d'emballages comportant au numérateur le poids des déchets d'emballages effectivement soumis à valorisation et au dénominateur le poids total des emballages valorisables mis sur le marché luxembourgeois par un responsable d'emballages et consommés sur le territoire national.

La présente définition ne couvre pas les emballages soumis au réemploi au sens de la présente loi ;

25° « valorisation énergétique » : l'utilisation de déchets d'emballages combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans autres déchets, mais avec récupération de la chaleur.

**La présente définition ne couvre pas les emballages soumis au réemploi au sens de la présente loi.**

Les définitions des termes « déchets », « déchets municipaux », « déchets municipaux ménagers », « déchets municipaux non ménagers », « gestion des déchets », « collecte », « collecte séparée », « **mise à disposition sur le marché** », « **mise sur le marché** », « prévention », « réemploi », « préparation à la réutilisation », « traitement », « valorisation », « recyclage », « recyclage de qualité élevée », « élimination », « centre de ressources » et « régime de responsabilité élargie des producteurs » figurant à l'article 4 de la loi du 21 mars 2012 s'appliquent. »

Pour ce qui est de la définition de la notion de « plastique » (alinéa 1<sup>er</sup>, point 14°) et tout en comprenant le souci des auteurs de vouloir éviter la coexistence de deux définitions différentes de ladite notion, le Conseil d'État constate, dans son avis complémentaire, qu'au niveau européen, deux directives retiennent deux définitions dont l'une est plus englobante que l'autre. Il s'agit, d'une part, de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 décembre 1994, relative aux emballages et aux déchets d'emballages, transposée par la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, et, d'autre part, de la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement qu'entend transposer le projet de loi relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement. Au vu de la coexistence de ces deux définitions, le Conseil d'État demande, sous peine d'opposition formelle pour transposition incorrecte de la directive, de s'en tenir, dans les textes de transposition respectifs, aux définitions figurant dans la directive qu'ils entendent transposer.

### Article 3

L'article adapte l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi de 2017. Hormis quelques suggestions d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 3.** L'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la même loi est remplacé comme suit par les dispositions suivantes :

« Outre les mesures destinées à prévenir la production de déchets d'emballages, arrêtées conformément à l'article 9 et sans préjudice du paragraphe 2, le ministre peut conclure des accords environnementaux qui respectent les objectifs ~~dont question~~ visés à l'article 1<sup>er</sup> et visent essentiellement à réduire l'impact environnemental des emballages et à empêcher la production de déchets d'emballages. Ces accords peuvent prévoir des campagnes d'information et de sensibilisation du public. »

### Article 4

Cet article vise à modifier l'article 5 de la loi de 2017, en établissant notamment un échéancier pour réduire durablement la consommation d'emballages.

La Commission décide d'amender cet article afin de repousser la date d'introduction de l'interdiction de conditionnement composé pour tout ou partie de matière plastique des fruits et légumes frais repris à l'annexe III au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Il est également proposé de supprimer le bout de phrase relatif à l'inclusion des fruits et légumes épluchés ou découpés afin de tenir compte des remarques formulées

par le Conseil supérieur des personnes handicapées quant aux risques d'une discrimination indirecte émanant de cette interdiction. L'article amendé se lira comme suit :

**Art. 4.** L'article 5 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 5. Réduction d'emballages

(1) En vue de réduire durablement la consommation d'emballages sur le territoire luxembourgeois :

1° à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, tout commerce de détail exposant à la vente les fruits et légumes frais repris à l'annexe III, ~~y compris les fruits et légumes épluchés ou découpés~~, est tenu de les exposer sans conditionnement composé pour tout ou partie de matière plastique. Cette obligation n'est pas applicable aux fruits et légumes conditionnés par lots de 1,5 kilogramme ou plus ;

2° le niveau de la consommation annuelle des sacs en plastique légers ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix sacs unités par personne au 31 décembre 2019 et quarante unités par personne au 31 décembre 2025. Les sacs en plastique très légers au sens de l'article 3, point 5<sub>2</sub> en sont exclus ;

3° aucun sac en plastique n'est fourni gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits. Les sacs en plastique très légers au sens de l'article 3, point 5<sub>2</sub> en sont exclus ;

4° les emballages de service suivants ne peuvent être fournis gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits selon l'échéancier suivant :

a) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, ~~pour~~ les sacs, indépendamment du matériau les composant ;

b) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les emballages de service constituant des produits à usage unique repris à l'annexe, partie A de la loi du [...] relative à la réduction des incidences de certains produits en plastique sur l'environnement, indépendamment du matériau les composant ;

c) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, ~~pour~~ tout emballage de service.

(2) Les produits visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, points 3°) et 4°) doivent avoir un prix dissuasif, affiché séparément et visiblement au point de vente et sur la facture. Le prix minimal peut être déterminé par accord environnemental. »

Cet amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

La commission parlementaire a ensuite modifié comme suit l'article sous rubrique :

1° Le point 1° du paragraphe 1<sup>er</sup> est supprimé et les autres points sont renumérotés en conséquence.

2° Le point 3° (ancien point 4°) du paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 3° à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les produits à usage unique repris à l'annexe I, partie A de la loi du ... relative à l'évaluation des incidences de certains produits en plastique sur l'environnement et les sacs, indépendamment de la taille, du mode de consommation et du matériel les composant ne peuvent être fournis gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits. »

3° Le paragraphe 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« (2) Le coût des emballages visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, points 2° et 3° doit être affiché séparément au point de vente.

Lorsque le prix de vente affiché pour une marchandise ou un produit déterminé contient le coût de l'emballage dont il est question au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, une réduction du montant correspondant au coût de cet emballage est accordée à la personne qui renonce à cet emballage. »

Par analogie aux modifications apportées au projet de loi relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement (doc. parl. n°7656), ces amendements visent à supprimer le point 1°, du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 5 et l'annexe correspondante. Ces dispositions seront désormais reprises dans le projet de loi n°7656.

En outre, le point 3° est reformulé afin de gagner en clarté. Les dates d'application sont retardées. La lettre c) est supprimée. La notion de prix dissuasif, qui risquait de manquer de clarté, est supprimée et les règles relatives à l'affichage du prix sont clarifiées.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'État n'émet aucune observation.

#### Article 5

L'article 5 vise à introduire un article *5bis* dans la loi de 2017, en vue de transposer l'article 1<sup>er</sup>, point 4, de la directive (UE) 2018/852 qui impose aux États membres d'encourager l'augmentation de la part d'emballages réutilisables mis sur le marché. L'article *5bis* nouveau opte pour un encouragement des acteurs concernés à travers la mise en place d'accords environnementaux. L'article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 5.** Après l'article 5 de la même loi, il est inséré un article *5bis* qui prend la teneur suivante :

« Art. 5bis. Réemploi

Conformément à la hiérarchie des déchets établie à l'article 9 de la loi du 21 mars 2012, le ministre peut conclure des accords environnementaux pour encourager l'augmentation de la part d'emballages réemployables mis sur le marché et des systèmes de réemploi des emballages qui soient respectueux de l'environnement.

Ces accords peuvent inclure, entre autres :

- 1° le recours à des systèmes de consigne ;
- 2° la définition d'objectifs qualitatifs ou quantitatifs ;
- 3° le recours à des mesures d'incitation économiques ;
- 4° la définition d'un pourcentage minimal d'emballages réemployables mis sur le marché chaque année pour chaque flux d'emballages. »

#### Article 6

L'article introduit des objectifs minima de recyclage à l'horizon 2026 et 2031. L'article précise que lesdits objectifs sont à atteindre par les responsables d'emballages. Hormis quelques suggestions d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 6.** L'article 6 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 6. Valorisation et recyclage

(1) Les responsables d'emballages sont tenus d'atteindre les objectifs minima suivants :

- 1° 65 pour cent en poids des déchets d'emballages sont valorisés ou incinérés dans des installations d'incinération des déchets avec valorisation énergétique ;
- 2° 60 pour cent en poids des déchets d'emballages sont recyclés avec les objectifs minimaux de recyclage suivants pour les matériaux contenus dans les déchets d'emballages : 60 pour cent en poids pour le verre, 60 pour cent en poids pour le papier et le carton, 50 pour cent en poids pour les métaux, 22,5 pour cent en poids pour les plastiques, en comptant exclusivement les matériaux qui sont recyclés sous forme de plastiques et 15 pour cent en poids pour le bois ;
- 3° au plus tard le 31 décembre 2025, au minimum 65 pour cent en poids de tous les déchets d'emballages sont recyclés ;
- 4° au plus tard le 31 décembre 2025, les objectifs minimaux de recyclage suivants doivent être atteints pour les matières spécifiques suivantes contenues dans les déchets d'emballages :
  - a) 50 % pour cent en poids pour le plastique ;
  - b) 25 % pour cent en poids pour le bois ;
  - c) 70 % pour cent en poids pour les métaux ferreux ;
  - d) 50 % pour cent en poids pour l'aluminium ;
  - e) 70 % pour cent en poids pour le verre ;
  - f) 75 % pour cent en poids pour le papier et le carton.
- 5° au plus tard le 31 décembre 2030, au minimum 70 pour cent en poids de tous les déchets d'emballages seront recyclés ;
- 6° au plus tard le 31 décembre 2030, les objectifs minimaux de recyclage suivants doivent être atteints pour les matières spécifiques contenues dans les déchets d'emballages :
  - a) 55 % pour cent en poids pour le plastique ;

- b) 30 % pour cent en poids pour le bois ;
- c) 80 % pour cent en poids pour les métaux ferreux ;
- d) 60 % pour cent en poids pour l'aluminium ;
- e) 75 % pour cent en poids pour le verre ;
- f) 85 % pour cent en poids pour le papier et le carton.

(2) Sans préjudice de l'article 14, l'administration de l'environnement veille à ce que ces obligations et objectifs fassent l'objet d'une campagne d'information destinée au grand public et aux acteurs économiques. »

#### Article 7

L'article introduit ainsi un article *6bis* dans la loi de 2017 fixant les règles de calcul pour évaluer l'atteinte des objectifs. Le Conseil d'État s'interroge sur la raison pour laquelle le paragraphe 4 du nouvel article *6bis* de la directive 94/62/CE, telle que modifiée par la directive (UE) 2018/852, n'a pas été transposé dans la loi en projet sous rubrique, mais figure à l'article *14bis*, paragraphe 4, introduit par le projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets (PL7659). Il émet en outre plusieurs remarques d'ordre légistique. L'article se lit comme suit :

**Art. 7.** A la suite de l'article 6 de la même loi, il est inséré un article *6bis* qui prend la teneur suivante :

« Art. *6bis*. Règles applicables au calcul visant à évaluer l'atteinte des objectifs

(1) Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 3 à 6, ont été atteints :

- 1° le poids des déchets d'emballages produits et recyclés est calculé au cours d'une année civile donnée. La quantité de déchets d'emballages produits peut être considérée comme égale à la quantité d'emballages mis sur le marché au cours de la même année ;
- 2° le poids des déchets d'emballages recyclés est calculé comme étant le poids des emballages devenus déchets qui, après avoir été soumis à toutes les opérations nécessaires de contrôle, de tri et autres opérations préliminaires nécessaires pour retirer les déchets qui ne sont pas visés par les procédés de retraitement ultérieurs et assurer un recyclage de qualité élevée, entrent dans l'opération de recyclage au cours de laquelle les déchets sont effectivement retraités en produits, matières ou substances.

(2) Aux fins du paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1<sup>er</sup>, le poids des déchets d'emballages recyclés est mesuré lorsque les déchets entrent dans l'opération de recyclage.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le poids des déchets d'emballages recyclés peut être mesuré à la sortie de toute opération de tri, à condition que :

- 1° ces déchets, après être sortis de l'opération de tri, soient ensuite recyclés ;
- 2° le poids des matières ou des substances qui sont retirées par d'autres opérations précédant celle de recyclage et qui ne sont pas ensuite recyclées ne soit pas compris dans le poids des déchets déclarés comme ayant été recyclés.

(3) Pour garantir que les règles de calcul sont respectées et que toutes les informations sont bien transmises à l'administration de l'environnement, un registre électronique est mis en place conformément à l'article 34 de la loi du 21 mars 2012.

(4) La quantité de déchets d'emballages ayant cessé d'être des déchets à l'issue d'une opération de préparation avant d'être retraités peut être considérée comme recyclée pour autant que ces déchets soient destinés à être ensuite retraités en produits, matières ou substances aux fins de la fonction initiale ou à d'autres fins. Toutefois, les déchets cessant d'être des déchets qui sont destinés à être utilisés comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie, ou à être incinérés, remblayés ou mis en décharge, ne sont pas pris en compte pour l'atteinte des objectifs de recyclage.

(5) Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 3) à 6), ont été atteints, l'administration de l'environnement peut prendre en compte le

recyclage des métaux séparés après l'incinération des déchets, en proportion de la quantité de déchets d'emballages incinérés et pour autant que les métaux recyclés répondent à certains critères de qualité énoncés dans l'acte d'exécution adopté en vertu de l'article 11bis, paragraphe 9, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

(6) Les déchets d'emballages expédiés dans un autre État membre de l'Union européenne à des fins de recyclage dans cet État membre sont pris en compte pour la réalisation des objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 3 à 6, au Luxembourg.

(7) Les déchets d'emballages exportés au départ de l'Union européenne ne sont pas pris en compte dans le calcul visant à évaluer l'atteinte des objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, sauf si les conditions du paragraphe 3 sont remplies et si, conformément au règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, l'exportateur est en mesure de prouver que le transfert des déchets est conforme aux exigences dudit règlement et que le traitement des déchets d'emballages en dehors de l'Union européenne s'est déroulé dans des conditions qui sont pour l'essentiel équivalentes aux exigences applicables en vertu de la législation en matière d'environnement. »

#### Article 8

L'article modifie l'article 7 de la loi de 2017 relatif aux systèmes de reprise, de collecte et de valorisation. Un nouveau paragraphe 4 consacre un système de reprise national unique portant sur les emballages de boissons servant à la consommation humaine et qui sont mis sur le marché luxembourgeois. Hormis quelques suggestions d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 8.** L'article 7 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 7. Systèmes de reprise, de collecte et de valorisation

(1) Afin d'atteindre les objectifs visés à l'article 1<sup>er</sup> et conformément au paragraphe 2, les responsables d'emballages sont tenus d'assurer, tout en se conformant aux prescriptions d'hygiène :

- 1° la reprise ou la collecte des emballages utilisés ou des déchets d'emballages provenant du consommateur, de tout autre utilisateur final ou du flux de déchets, en vue de les diriger vers les solutions de gestion des déchets les plus appropriées ;
- 2° le réemploi, la préparation en vue de la réutilisation ou la valorisation, y compris le recyclage, des emballages ou des déchets d'emballages collectés.

Ces systèmes sont ouverts à la participation des acteurs économiques des secteurs concernés et à la participation des autorités publiques compétentes. Ils s'appliquent également aux produits importés, de manière non discriminatoire, y compris en ce qui concerne les modalités prévues et les tarifs éventuellement imposés pour l'accès aux systèmes, et sont conçus de manière à éviter des entraves aux échanges ou des distorsions de concurrence.

(2) En vue de réduire au minimum l'élimination des déchets d'emballages sous forme de déchets municipaux et d'atteindre un niveau élevé de collecte séparée des déchets d'emballages, les dispositions ci-dessous s'appliquent :

- 1° pour les déchets d'emballages ménagers :

Sans préjudice des obligations des communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers au titre de la loi du 21 mars 2012, les communes ou syndicats de communes doivent assurer la disponibilité des systèmes de collecte séparée. Les communes ou syndicats de communes doivent assurer, le cas échéant en collaboration avec les organismes agréés, la disponibilité et l'accessibilité d'infrastructures publiques de collecte séparée des déchets d'emballages ménagers permettant aux détenteurs finals d'au moins de rapporter au moins gratuitement ces déchets d'emballages.

Les organismes agréés sont autorisés à organiser et à exploiter des systèmes de reprise de déchets d'emballages ménagers, alternatifs ou complémentaires, à condition que ces systèmes soient conformes aux objectifs de la présente loi, garantissant la même couverture territoriale



que les systèmes mis en place par les communes ou syndicats de communes et assurent au moins la reprise gratuite des déchets d'emballages ménagers.

Les utilisateurs d'emballages ménagers sont tenus de se servir des systèmes de reprise de collecte séparée de déchets d'emballages ménagers qui leur sont mis à disposition par les communes ou syndicats de communes ou par les organismes agréés.

2° pour les déchets d'emballages non ménagers :

Les responsables d'emballages non ménagers assurent la collecte et la valorisation de ces déchets dans le cadre d'un régime de responsabilité élargie des producteurs tel que mentionné à l'article 8 de la présente loi.

(3) Les établissements ou entreprises visés à l'article 30, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 2012 ne peuvent collecter ou transporter des déchets d'emballages constituant des déchets ménagers que dans la mesure où ils sont mandatés à cet effet par les organismes agréés.

(4) Les emballages de boissons servant à la consommation humaine et qui sont mis sur le marché luxembourgeois sont soumis à un système de consigne national unique. Le montant de la consigne varie en fonction de la nature de l'emballage entre 10 centimes et 1 euro. La date et les modalités de mise en œuvre du système de consigne sont définies par voie de règlement grand-ducal. »

#### Article 9

L'article modifie l'article 8 de la loi de 2017 qui concerne les responsables d'emballages et les organismes agréés. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait que l'article 19 de la loi précitée du 21 mars 2012, auquel il est renvoyé, est d'une imprécision telle qu'il risque d'exposer le producteur à l'arbitraire administratif. L'article se lit comme suit :

**Art. 9.** L'article 8 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 8. Responsables d'emballages et organismes agréés

(1) Afin de répondre aux obligations lui incombant dans le cadre de la présente loi ainsi qu'à celles ~~en vertu~~ déoulant de la loi relative à la réduction des incidences de certains produits en plastique sur l'environnement, le responsable d'emballages est soumis au régime de responsabilité élargie des producteurs dont il est question à l'article 19 de la loi du 21 mars 2012.

Pour les emballages ménagers réemployables pour lesquels il existe un système de reprise, il peut charger contractuellement un organisme agréé de l'exécution en tout ou en partie de cette obligation. Pour les autres emballages ménagers, il doit charger contractuellement un organisme agréé de l'exécution de cette obligation. Pour les emballages non ménagers, il doit charger contractuellement un organisme agréé de l'exécution en tout ou en partie de ces obligations.

(2) Pour les déchets d'emballages qui sont couverts par la gestion centralisée, les organismes agréés assurent, chacun en ce qui le concerne, le financement de la gestion des déchets, y compris les opérations de préparation à la réutilisation, à partir du point de collecte par apport volontaire.

Pour les déchets d'emballages qui ne tombent pas sous la gestion centralisée, les modalités de l'intervention financière des organismes agréés dans la collecte séparée de ces déchets est déterminée d'un commun accord entre ces organismes et les communes concernées. L'intégralité des coûts de gestion des déchets, y compris les opérations de préparation à la réutilisation, doivent être couverts par les contributions des responsables d'emballages.

(3) En outre, l'organisme agréé est tenu :

1° de calculer les cotisations de ses contractants en vue de financer le coût afférent des collectes existantes et à créer, du tri des déchets d'emballages collectés, des opérations de préparation à la réutilisation, du traitement des déchets d'emballages, ainsi que les coûts d'information aux détenteurs de déchets et de transmission et collecte des informations. Les coûts pris en compte ne peuvent pas excéder les coûts nécessaires à un service économiquement efficace.

2° de conclure un contrat avec les communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers, lequel définit ~~notamment~~ les conditions et modalités tech-

niques de collecte des déchets d'emballages concernés et de prise en charge des déchets d'emballages.

En aucun cas, le contrat ne saurait porter préjudice aux compétences des communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers en la matière.

3° de communiquer au ministre, annuellement et dans le cadre du rapport ~~dont question~~ visé à l'article 35, paragraphe 2 de la loi du 21 mars 2012, les contrats conclus avec les communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers.

(4) La gestion des déchets d'emballages doit se faire dans le respect de la hiérarchie des déchets visée à l'article 9 de la loi du 21 mars 2012. »

#### *Article 10*

Cet article modifie l'article 10 de la loi de 2017 afin de renforcer les obligations en matière de données indiquées sur les emballages. Il se lit comme suit :

**Art. 10.** L'article 10, ~~paragraphe 1<sup>er</sup>~~ de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 10. Système d'identification

(1) En vue de faciliter la collecte, le réemploi, la préparation à la réutilisation et la valorisation, y compris le recyclage, les emballages indiquent la nature ~~du ou~~ des matériaux d'emballage utilisés afin d'en permettre l'identification et la classification par le secteur concerné sur base de la décision 97/129/CE de la Commission du 28 janvier 1997 établissant le système d'identification des matériaux d'emballage, conformément à la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

(2) ~~Dans la mesure où il est requis,~~ Le marquage approprié est apposé soit sur l'emballage lui-même, soit sur l'étiquette. Il doit être clairement visible et facilement lisible. Le marquage doit avoir une durée de vie appropriée, y compris lorsque l'emballage est ouvert. »

#### *Article 11*

Cet article modifie l'article 12 de la loi de 2017, également afin de renforcer les obligations en matière de données indiquées sur les emballages. Il se lit comme suit :

**Art. 11.** L'article 12, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la même loi est remplacé comme suit :

« (1) Les banques de données ~~dont question~~ visées à l'annexe III de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée sont gérées par l'administration de l'environnement. Elles comprennent les données basées sur cette annexe et fournissent ~~notamment~~ des informations sur l'ampleur, les caractéristiques et l'évolution des flux d'emballages et de déchets d'emballages, y compris les informations relatives au caractère toxique ou dangereux des matériaux d'emballage et des éléments utilisés pour leur fabrication. »

#### *Article 12*

L'article 12 supprime l'article 13 de la loi de 2017 qui n'a plus de raison d'être, alors que le projet de loi n°7659 supprime cet organisme. Il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 12.** L'article 13 de la même loi est abrogé.

#### *Article 13*

Cet article vise à compléter l'article 14, paragraphe 2, de la loi de 2017, visant à intégrer les dispositions relatives au marquage de l'article 8, paragraphe 3, de la directive 94/62/CE. Il se lit comme suit :

**Art. 13.** L'article 14, paragraphe 2, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le marquage approprié est apposé soit sur l'emballage lui-même, soit sur l'étiquette. Il doit être clairement visible et facilement lisible. Le marquage doit avoir une durée de vie appropriée, y compris lorsque l'emballage est ouvert. »

Le Conseil d'État note que ce paragraphe se trouve déjà reproduit littéralement à l'article 10, paragraphe 2, de la loi à modifier, et ne nécessite pas une nouvelle transposition. L'article est donc supprimé.

*Article 14 initial (nouvel article 13)*

Cet article modifie l'article 15 de la loi de 2017 et dispose que chaque responsable d'emballages qui a mis sur le marché des sacs en plastique légers doit déclarer la quantité annuelle de ces sacs. Il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 13.** L'article 15 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 15. Rapports

Chaque responsable d'emballage qui a mis sur le marché des sacs en plastique légers doit déclarer auprès de l'organisme agréé auquel il a adhéré la quantité annuelle de ces sacs.

L'organisme agréé doit rapporter ces quantités à l'administration de l'environnement dans le cadre du rapport ~~dont question~~ visé à l'article 35, paragraphe 2 de la loi du 21 mars 2012. Les sacs en plastique très légers au sens de l'article 3, point 17 en sont exclus. »

*Article 15 initial (nouvel article 14)*

L'article modifie l'article 17 de la loi de 2017 relatif à la recherche et à la constatation des infractions. Suite à plusieurs remarques du Conseil d'État, il se lira comme suit :

**Art. 14.** L'article 17 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 17. Recherche et constatation des infractions

(1) ~~Outre les membres de la Police grand-ducale relevant du cadre policier, l~~ Les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal et les fonctionnaires et employés des groupes de traitement A1, A2 et B1 de l'Administration de l'environnement peuvent être chargés de constater les infractions à la présente loi et aux règlements pris en son exécution.

Dans l'exercice de leur fonction, les agents de l'Administration des douanes et accises et les agents de l'administration de l'environnement ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

(2) Les agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions. Le programme et la durée de la formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont précisés par règlement grand-ducal.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, le serment suivant :

« Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité. »

L'article 458 du Code pénal est applicable. »

*Article 16 initial (nouvel article 15)*

Cet article modifie l'article 18 de la loi de 2017 relatif aux pouvoirs et prérogatives de contrôle. Hormis quelques suggestions d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 15.** L'article 18 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 18. Pouvoirs et prérogatives de contrôle

(1) Les personnes visées à l'article 17 ont accès, de jour et de nuit et sans notification préalable, aux installations, locaux, terrains, aménagements et moyens de transport assujettis à la présente loi et aux règlements pris en vue de son ~~application~~ exécution.

(2) Les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux locaux qui servent à l'habitation.

Toutefois, et sans préjudice de l'article 33, paragraphe 1<sup>er</sup> du Code de procédure pénale, s'il existe des indices graves faisant présumer que l'origine de l'infraction se trouve dans les locaux

destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire entre six heures et demie et vingt-quatre heures par un officier de police judiciaire, membre de la Police grand-ducale ou agent au sens de l'article 45, agissant en vertu d'un mandat du juge d'instruction.

(3) Dans l'exercice des attributions prévues aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les agents concernés sont autorisés :

- 1° à recevoir communication de tous les écritures et documents relatifs aux emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi ;
- 2° à prélever ou à faire prélever, aux fins d'examen ou d'analyse, des échantillons des emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi. Une partie de l'échantillon, cachetée ou scellée, est remise à l'exploitant de l'installation, du site ou du moyen de transport ou au détenteur pour le compte de celui-ci à moins que celui-ci n'y renonce expressément ou que des raisons techniques s'y opposent ;
- 3° à saisir et, au besoin, mettre sous scellés les emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi ainsi que les écritures et documents les concernant.

(4) Toute personne faisant l'objet des mesures prévues au paragraphe 3 ainsi que les personnes qui les remplacent sont tenues, à la réquisition des fonctionnaires chargés de ces mesures, de faciliter les opérations auxquelles ceux-ci procèdent.

Les personnes visées à l'alinéa 4 ~~qui précède~~ peuvent assister à ces opérations.

(5) Il est dressé procès-verbal des constatations et opérations.

(6) Les frais occasionnés par les mesures prises en vertu du présent article sont compris dans les frais de justice dont ils suivent le sort. »

#### *Article 17 initial (nouvel article 16)*

L'article modifie l'article 19 de la loi de 2017 énumérant les dispositions dont le non-respect est passible de sanctions pénales, en augmentant les seuils de la peine d'emprisonnement et de l'amende. Pour tenir compte des remarques et des oppositions formelles émises par le Conseil d'État, l'article est amendé et une sous-catégorie d'infractions est ajoutée afin d'assurer une meilleure adéquation entre la peine et le degré de gravité de l'infraction. Le nouvel article 16 se lira donc comme suit :

**Art. 16.** L'article 19 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 19. Sanctions pénales

Sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 750 000 euros ou d'une de ces peines seulement, les infractions à l'article 6, ~~paragraphe 1<sup>er</sup>~~ alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et paragraphe 3, ~~**l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, l'article 8 paragraphe 2, l'article 8 paragraphe 4,**~~ l'article 9 et l'article 11, paragraphe 1<sup>er</sup>.

Les mêmes peines s'appliquent en cas d'entrave aux mesures ou de non-respect des mesures administratives imposées en vertu de l'article 21.

**Sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 150 000 euros ou d'une de ces peines seulement les infractions à l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, paragraphe 2 et paragraphe 4.** »

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'État constate que l'amendement tient compte de ses remarques formulées dans son avis précité du 22 juin 2021 ; il peut donc lever son opposition formelle.

Concernant l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, les auteurs entendent remplacer le renvoi initial à « l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup> » pour viser « l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> ». Or, l'article 6 contient désormais des paragraphes. Ce renvoi doit donc être corrigé pour viser le paragraphe 1<sup>er</sup>, et l'opposition formelle sur le fondement du principe de légalité des peines ne saurait être levée qu'à cette condition.

#### *Article 18 initial (nouvel article 17)*

L'article modifie l'article 20 de la loi de 2017 et opère un relèvement du montant de l'amende administrative. L'article est amendé afin de tenir compte de l'opposition formelle du Conseil d'État

émise à l'encontre de l'article 8. Il ajoute en outre l'article 10, paragraphe 2 et supprime pour cette raison l'article 14, paragraphe 2. Cette disposition figurait effectivement, comme signalé par le Conseil d'État, à deux reprises dans le dispositif de la loi, raison pour laquelle elle a été supprimée une fois. L'article amendé se lit comme suit :

**Art. 17.** L'article 20 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 20. Amendes administratives

Le ministre peut infliger une amende administrative de 250 euros à 10 000 euros en cas de violation de l'article 5, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, de l'article 7, paragraphe 2, ~~point~~ lettre a), alinéa 3, de l'article 8, paragraphe 3, ~~alinéa point 3°~~, **de l'article 10, paragraphe 2**, de l'article 12 paragraphe 2, de l'article 14, paragraphes 1<sup>er</sup> ~~et 2~~, de l'article 15 ou de l'article 16, paragraphe 2.

Les amendes sont payables dans les deux mois de la notification de la décision écrite.

Les amendes administratives sont perçues par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Le recouvrement se fait comme en matière de droits d'enregistrement. »

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'État note que l'amendement lui permet de lever l'opposition formelle. Toutefois, l'article 20 précité vise désormais l'article 7, paragraphe 2, « lettre a) », alinéa 3, de la loi précitée du 21 mars 2017. Alors que ledit article 7, paragraphe 2, prévoyait initialement des lettres, il contient désormais des points. Il est dès lors demandé aux auteurs de viser, sous peine d'opposition formelle sur le fondement du principe de légalité des peines, l'article 7, paragraphe 2, « point 1° », alinéa 3.

#### *Article 19 initial (nouvel article 18)*

L'article modifie l'article 21 de la loi de 2017. Il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 18.** L'article 21, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la même loi est modifié comme suit :

1° ~~Au paragraphe 1<sup>er</sup>, le~~ Le renvoi à l'article 19, paragraphe 1<sup>er</sup>, est remplacé par un renvoi à l'article 19.

2° ~~Le paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2, de la même loi~~ est remplacé comme suit :

« 2) faire suspendre, en tout ou en partie l'activité de responsable d'emballages ou d'organisme agréé, l'exploitation de l'installation ou faire fermer l'installation en tout ou en partie et apposer des scellés ou interdire la mise sur le marché ou imposer le retrait du marché des emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi. »

#### *Article 20 initial (nouvel article 19)*

Cet article modifie l'article 24 de la loi de 2017 relatif aux annexes et à la technique de la transposition dynamique. Hormis des remarques d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 19.** L'article 24 est remplacé comme suit :

« Art. 24. Modifications de l'annexe I de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité avec l'article 19, paragraphe 2, et l'article 21**bis**, de cette directive.

Les modifications de l'annexe I de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité avec l'article 19, paragraphe 2, et l'article 21**bis** de cette directive s'appliquent avec effet au jour de la date de l'entrée en vigueur des actes afférents de la Commission européenne.

Le ministre publiera un avis au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, renseignant sur les modifications ainsi intervenues, en y ajoutant une référence à l'acte publié au Journal officiel de l'Union européenne. »

*Article 21 initial (nouvel article 20)*

Cet article modifie l'annexe I de la loi de 2017. Hormis une remarque d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 20.** L'annexe I de la même loi est modifiée comme suit :

1. Au point 1, la lettre b) est remplacée comme suit ~~par les dispositions suivantes~~ :

« b) L'emballage sera conçu, fabriqué et commercialisé de manière à permettre son réemploi ou sa valorisation, y compris son recyclage, conformément à la hiérarchie des déchets, et à réduire au minimum ses incidences sur l'environnement lors de l'élimination des déchets d'emballages ou ses résidus d'opérations de gestion des déchets d'emballages. »

2. Au point 3, la lettre d) est remplacée comme suit :

« d) Emballage biodégradable

Les déchets d'emballages biodégradables doivent être de nature à pouvoir subir une décomposition physique, chimique, thermique ou biologique telle que la plus grande partie du compost obtenu se décompose finalement en dioxyde de carbone, en biomasse et en eau.

Les emballages plastiques oxodégradables ne sont pas considérés comme biodégradables. »

*Article 22 initial (nouvel article 21)*

Cet article introduit une nouvelle annexe III dans la loi de 2017. Hormis des remarques d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

**Art. 21.** Une annexe III est ajoutée qui prend la teneur suivante :

## « ANNEXE III

Liste des des fruits et légumes visés à l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre point 1

<i>Fruits frais</i>	<i>Légumes frais</i>
Ananas	Ail
Abricot	Artichaut
Avocat	Asperge
Banane	Aubergine
Carambole	Betterave
Cerise	Brocoli
Citron	Carotte
Citron vert	Céleri
Clémentine	
Coing	Chou de Bruxelles
Figue	Chou-fleur
Fruit de la passion	Chou-rave
Goyave	Chou rouge
Grenade	Chou vert
Kiwi	Concombre
Litchi	Courge
Mandarine	Courgette
Mangue	Haricot
Melon	Endive
Mirabelle	Fenouil
Nectarine	Maïs
Orange	Navet



<i>Fruits frais</i>	<i>Légumes frais</i>
Papaye	Oignon
	Poireau
Pêche	Poivron
Physalis	Pomme de terre
Pitahaya	Potiron
Plaquemine / Kaki	Radis
Poire	Rhubarbe
Pomelo	Tomate
Pomme	
Prune	
Raisin	

»

La Commission a ensuite supprimé cet article. Par analogie aux modifications apportées au projet de loi relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement (doc. parl. n°7656), ces amendements visent à supprimer le point 1°, du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 5 et l'annexe correspondante. Ces dispositions seront désormais reprises dans le projet de loi n°7656.

Dans son deuxième avis complémentaire, le Conseil d'État n'émet aucune observation.

\*

## VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur qui suit :

\*

### PROJET DE LOI modifiant la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages est remplacé comme suit :

#### « Art. 1<sup>er</sup>. Objectifs

La présente loi prévoit des mesures visant, comme première priorité, la prévention de déchets d'emballages et, comme autres principes fondamentaux, le réemploi et la préparation à la réutilisation d'emballages, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'emballages et, partant, la réduction de l'élimination finale de ces déchets afin de contribuer à la transition vers une économie circulaire. »

**Art. 2.** L'article 3 de la même loi est remplacé comme suit :

#### « Art. 3. Définitions

Aux fins de la présente loi, on entend par :

- 1° « acteurs économiques » : dans le domaine de l'emballage, les fournisseurs de matériaux d'emballage, fabricants, transformateurs, remplisseurs et utilisateurs, importateurs, commerçants et distributeurs, autorités publiques et organismes publics ;
- 2° « accord environnemental » : tout accord formel entre le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après «-ministre », et les responsables d'emballages ou organismes agréés qui doit être ouvert à tous les acteurs économiques souhaitant se conformer aux conditions fixées par l'accord afin de contribuer à la réalisation des objectifs visés à l'article 1<sup>er</sup> ;

- 3° « conditionnement » : l'action de placer une denrée alimentaire dans une enveloppe ou dans un contenant en contact direct avec la denrée concernée ;
- 4° « déchet d'emballage » : tout emballage ou matériau d'emballage couvert par la définition des déchets figurant à l'article 4 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, ci-après « loi du 21 mars 2012 », à l'exclusion des résidus de production ;
- 5° « déchet d'emballage ménager » : un déchet d'emballage constituant un déchet municipal ménager au sens de la loi du 21 mars 2012 ;
- 6° « déchet d'emballage non ménager » : un déchet d'emballage constituant un déchet municipal non ménager au sens de la loi du 21 mars 2012 ;
- 7° « emballage » : tout produit constitué de matériaux de toute nature, destiné à contenir et à protéger des marchandises données, allant des matières premières aux produits finis, à permettre leur manutention et leur acheminement du producteur au consommateur ou à l'utilisateur, et à assurer leur présentation.

Tous les articles à jeter, utilisés aux mêmes fins, doivent être considérés comme des emballages.

L'emballage est uniquement constitué de :

- a) l'emballage de vente ou emballage primaire, c'est-à-dire l'emballage conçu de manière à constituer au point de vente une unité de vente pour l'utilisateur final ou le consommateur ;
- b) l'emballage de groupage ou emballage secondaire, c'est-à-dire l'emballage conçu de manière à constituer au point de vente un groupe d'un certain nombre d'unités de vente, qu'il soit vendu tel quel à l'utilisateur final ou au consommateur, ou qu'il serve seulement à garnir les présentoirs au point de vente ; il peut être enlevé du produit sans en modifier les caractéristiques ;
- c) l'emballage de transport ou emballage tertiaire, c'est-à-dire l'emballage conçu de manière à faciliter la manutention et le transport d'un certain nombre d'unités de vente ou d'emballages de groupage en vue d'éviter leur manipulation physique et les dommages liés au transport. L'emballage de transport ne comprend pas les conteneurs de transport routier, ferroviaire, maritime et aérien.

La définition de la notion d'« emballages » doit reposer en outre sur les critères suivants :

- i. Un article est considéré comme un emballage s'il correspond à la définition susmentionnée, sans préjudice d'autres fonctions que l'emballage pourrait également avoir, à moins que l'article ne fasse partie intégrante d'un produit et qu'il ne soit nécessaire pour contenir, soutenir ou conserver ce produit durant tout son cycle de vie et que tous les éléments ne soient destinés à être utilisés, consommés ou éliminés ensemble ;
- ii. Les articles conçus pour être remplis au point de vente et les articles à usage unique vendus, remplis ou conçus pour être remplis au point de vente sont considérés comme des emballages pour autant qu'ils jouent un rôle d'emballage et qu'ils constituent des emballages de service ;
- iii. Les composants d'emballages et les éléments auxiliaires intégrés à l'emballage sont considérés comme des parties de l'emballage auquel ils sont intégrés. Les éléments auxiliaires accrochés directement ou fixés à un produit et qui jouent un rôle d'emballage sont considérés comme des emballages, à moins qu'ils ne fassent partie intégrante d'un produit et que tous les éléments ne soient destinés à être consommés ou éliminés ensemble.

Les articles énumérés à l'annexe I de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité avec l'article 19, paragraphe 2, et l'article 21bis *de cette directive* sont des exemples illustrant l'application de ces critères ;

- 8° « emballage réemployable » : un emballage qui a été conçu, créé et mis sur le marché pour pouvoir accomplir pendant son cycle de vie plusieurs trajets ou rotations en étant rempli à nouveau ou réemployé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu ;

- 9° « emballage composite » : un emballage composé de deux ou plusieurs couches de matériaux différents qui ne peuvent être séparées à la main et forment une seule unité, composé d'un récipient intérieur et d'une coque extérieure, qui est rempli, entreposé, transporté et vidé comme tel ;
- 9°*bis* « emballage de service » : tout emballage primaire ou secondaire, utilisé au point de mise à disposition de biens ou de services aux consommateurs ;
- 10° « gestion centralisée » : le système qui consiste pour un organisme agréé à prendre en charge des déchets d'emballages à partir d'un point de collecte par apport volontaire en vue de les soumettre au recyclage ;
- 11° « gestion des déchets d'emballages » : la gestion des déchets, telle que définie à l'article 4 de la loi du 21 mars 2012 ;
- 12° « matériau d'emballage » : toute matière simple ou composée d'origine naturelle ou artificielle composant un emballage ;
- 13° « organisme agréé » : la personne morale agréée conformément à la loi du 21 mars 2012 qui prend à sa charge les obligations de la responsabilité élargie des producteurs ;
- 14° « plastique » un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui est capable de jouer le rôle de composant structurel principal de sacs ;
- 15° « recyclage organique » : le traitement aérobie (compostage) ou anaérobie (biométhanisation), par des microorganismes et dans des conditions contrôlées, des parties biodégradables des déchets d'emballages, avec production d'amendements organiques stabilisés ou de méthane. L'enfouissement en décharge ne peut être considéré comme une forme de recyclage organique ;
- 16° « responsable d'emballages » : toute personne physique ou morale
- établie au Grand-Duché de Luxembourg qui, à titre professionnel, remplit ou vend directement au Grand-Duché de Luxembourg, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par le biais de contrats à distance tels que définis à l'article L. 222-1 du Code de la consommation, et met sur le marché luxembourgeois des produits emballés ; ou
  - qui est le premier acteur à réceptionner, à titre professionnel, des produits emballés importés au Grand-Duché de Luxembourg par toute personne physique ou morale établie ou non au Grand-Duché de Luxembourg, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par le biais de contrats à distance tels que définis à l'article L. 222-1 du Code de la consommation, et met sur le marché luxembourgeois des produits emballés ; ou
  - établie en dehors du Grand-Duché de Luxembourg qui, à titre professionnel, vend des produits emballés au Grand-Duché de Luxembourg directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que des ménages, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par le biais de contrats à distance tels que définis à l'article L. 222-1 du Code de la consommation ;
- En ce qui concerne les emballages de service, est considéré comme responsable d'emballages toute personne qui à titre professionnel et en vue de leur mise sur le marché luxembourgeois produit ou importe des emballages de service ;
- 17° « sacs en plastique » : les sacs, avec ou sans poignées, composés de plastique, qui sont fournis aux consommateurs dans les points de vente de marchandises ou de produits ;
- 18° « sacs en plastique légers » : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 50 microns ;
- 19° « sacs en plastique très légers » : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 15 microns nécessaires à des fins d'hygiène ou fournis comme emballage primaire pour les denrées alimentaires en vrac lorsque cela contribue à prévenir le gaspillage alimentaire ;

- 20° « sacs en plastique oxodégradables » : les sacs en plastique composés de matières plastiques contenant des additifs qui catalysent la fragmentation des matières plastiques en micro-fragments ;
- 21° « système de consigne » : le système de reprise par lequel l'acquéreur verse une somme d'argent qui lui est restituée lorsque l'emballage utilisé est rapporté ;
- 22° « taux de part de marché » : pourcentage, pour une période donnée, des emballages pour liquides alimentaires comportant au numérateur le volume de liquides alimentaires mis sur le marché, emballés dans des emballages réemployables et consommés sur le territoire national et au dénominateur le volume total des liquides alimentaires mis sur le marché et consommés sur le territoire national ;
- 23° « taux de recyclage » : pourcentage, pour une période donnée, des déchets d'emballages comportant au numérateur le poids des déchets d'emballages effectivement soumis à recyclage et au dénominateur le poids total des emballages valorisables mis sur le marché luxembourgeois par un responsable d'emballages et consommés sur le territoire national.  
La présente définition ne couvre pas les emballages soumis au réemploi au sens de la présente loi ;
- 24° « taux de valorisation » : pourcentage, pour une période donnée, des déchets d'emballages comportant au numérateur le poids des déchets d'emballages effectivement soumis à valorisation et au dénominateur le poids total des emballages valorisables mis sur le marché luxembourgeois par un responsable d'emballages et consommés sur le territoire national ;  
La présente définition ne couvre pas les emballages soumis au réemploi au sens de la présente loi ;
- 25° « valorisation énergétique » : l'utilisation de déchets d'emballages combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans autres déchets, mais avec récupération de la chaleur.  
Les définitions des termes « déchets », « déchets municipaux », « déchets municipaux ménagers », « déchets municipaux non ménagers », « gestion des déchets », « collecte », « collecte séparée », « mise à disposition sur le marché », « mise sur le marché », « prévention », « réemploi », « préparation à la réutilisation », « traitement », « valorisation », « recyclage », « recyclage de qualité élevée », « élimination », « centre de ressources » et « régime de responsabilité élargie des producteurs » figurant à l'article 4 de la loi du 21 mars 2012 s'appliquent. »

**Art. 3.** L'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la même loi est remplacé comme suit :

« Outre les mesures destinées à prévenir la production de déchets d'emballages, arrêtées conformément à l'article 9 et sans préjudice du paragraphe 2, le ministre peut conclure des accords environnementaux qui respectent les objectifs visés à l'article 1<sup>er</sup> et visent essentiellement à réduire l'impact environnemental des emballages et à empêcher la production de déchets d'emballages. Ces accords peuvent prévoir des campagnes d'information et de sensibilisation du public. »

**Art. 4.** L'article 5 de la même loi est remplacé comme suit :

« **Art. 5. Réduction d'emballages**

(1) En vue de réduire durablement la consommation d'emballages sur le territoire luxembourgeois :

- 1° le niveau de la consommation annuelle des sacs en plastique légers ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix sacs unités par personne au 31 décembre 2019 et quarante unités par personne au 31 décembre 2025. Les sacs en plastique très légers au sens de l'article 3, point 5, en sont exclus ;
- 2° aucun sac en plastique n'est fourni gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits. Les sacs en plastique très légers au sens de l'article 3, point 5, en sont exclus ;
- 3° à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les produits à usage unique repris à l'annexe I, partie A de la loi du [...] relative à l'évaluation des incidences de certains produits en plastique sur l'environnement et les sacs, indépendamment de la taille, du mode de consommation et du matériel les composant ne peuvent être fournis gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits.

(2) Le coût des emballages visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, points 2° et 3° doit être affiché séparément au point de vente.

Lorsque le prix de vente affiché pour une marchandise ou un produit déterminé contient le coût de l'emballage dont il est question au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 3°, une réduction du montant correspondant au coût de cet emballage est accordée à la personne qui renonce à cet emballage.

**Art. 5.** Après l'article 5 de la même loi, il est inséré un article *5bis* qui prend la teneur suivante :

« Art. 5bis. Réemploi

Conformément à la hiérarchie des déchets établie à l'article 9 de la loi du 21 mars 2012, le ministre peut conclure des accords environnementaux pour encourager l'augmentation de la part d'emballages réemployables mis sur le marché et des systèmes de réemploi des emballages qui soient respectueux de l'environnement.

Ces accords peuvent inclure, entre autres :

- 1° le recours à des systèmes de consigne ;
- 2° la définition d'objectifs qualitatifs ou quantitatifs ;
- 3° le recours à des mesures d'incitation économiques ;
- 4° la définition d'un pourcentage minimal d'emballages réemployables mis sur le marché chaque année pour chaque flux d'emballages. »

**Art. 6.** L'article 6 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 6. Valorisation et recyclage

(1) Les responsables d'emballages sont tenus d'atteindre les objectifs minima suivants :

- 1° 65 pour cent en poids des déchets d'emballages sont valorisés ou incinérés dans des installations d'incinération des déchets avec valorisation énergétique ;
- 2° 60 pour cent en poids des déchets d'emballages sont recyclés avec les objectifs minimaux de recyclage suivants pour les matériaux contenus dans les déchets d'emballages : 60 pour cent en poids pour le verre, 60 pour cent en poids pour le papier et le carton, 50 pour cent en poids pour les métaux, 22,5 pour cent en poids pour les plastiques, en comptant exclusivement les matériaux qui sont recyclés sous forme de plastiques et 15 pour cent en poids pour le bois ;
- 3° au plus tard le 31 décembre 2025, au minimum 65 pour cent en poids de tous les déchets d'emballages sont recyclés ;
- 4° au plus tard le 31 décembre 2025, les objectifs minimaux de recyclage suivants doivent être atteints pour les matières spécifiques suivantes contenues dans les déchets d'emballages :
  - a) 50 pour cent en poids pour le plastique ;
  - b) 25 pour cent en poids pour le bois ;
  - c) 70 pour cent en poids pour les métaux ferreux ;
  - d) 50 pour cent en poids pour l'aluminium ;
  - e) 70 pour cent en poids pour le verre ;
  - f) 75 pour cent en poids pour le papier et le carton.
- 5° au plus tard le 31 décembre 2030, au minimum 70 pour cent en poids de tous les déchets d'emballages ont recyclés ;
- 6° au plus tard le 31 décembre 2030, les objectifs minimaux de recyclage suivants doivent être atteints pour les matières spécifiques contenues dans les déchets d'emballages :
  - a) 55 pour cent en poids pour le plastique ;
  - b) 30 pour cent en poids pour le bois ;
  - c) 80 pour cent en poids pour les métaux ferreux ;
  - d) 60 pour cent en poids pour l'aluminium ;
  - e) 75 pour cent en poids pour le verre ;
  - f) 85 pour cent en poids pour le papier et le carton.

(2) Sans préjudice de l'article 14, l'administration de l'environnement veille à ce que ces obligations et objectifs fassent l'objet d'une campagne d'information destinée au grand public et aux acteurs économiques. »

**Art. 7.** A la suite de l'article 6 de la même loi, il est inséré un article *6bis* qui prend la teneur suivante :

« *Art. 6bis.* Règles applicables au calcul visant à évaluer l'atteinte des objectifs

(1) Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 3 à 6, ont été atteints :

1° le poids des déchets d'emballages produits et recyclés est calculé au cours d'une année civile donnée. La quantité de déchets d'emballages produits peut être considérée comme égale à la quantité d'emballages mis sur le marché au cours de la même année ;

2° le poids des déchets d'emballages recyclés est calculé comme étant le poids des emballages devenus déchets qui, après avoir été soumis à toutes les opérations nécessaires de contrôle, de tri et autres opérations préliminaires nécessaires pour retirer les déchets qui ne sont pas visés par les procédés de retraitement ultérieurs et assurer un recyclage de qualité élevée, entrent dans l'opération de recyclage au cours de laquelle les déchets sont effectivement retraités en produits, matières ou substances.

(2) Aux fins du paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1<sup>er</sup>, le poids des déchets d'emballages recyclés est mesuré lorsque les déchets entrent dans l'opération de recyclage.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le poids des déchets d'emballages recyclés peut être mesuré à la sortie de toute opération de tri, à condition que :

1° ces déchets, après être sortis de l'opération de tri, soient ensuite recyclés ;

2° le poids des matières ou des substances qui sont retirées par d'autres opérations précédant celle de recyclage et qui ne sont pas ensuite recyclées ne soit pas compris dans le poids des déchets déclarés comme ayant été recyclés.

(3) Pour garantir que les règles de calcul sont respectées et que toutes les informations sont bien transmises à l'administration de l'environnement, un registre électronique est mis en place conformément à l'article 34 de la loi du 21 mars 2012.

(4) La quantité de déchets d'emballages ayant cessé d'être des déchets à l'issue d'une opération de préparation avant d'être retraités peut être considérée comme recyclée pour autant que ces déchets soient destinés à être ensuite retraités en produits, matières ou substances aux fins de la fonction initiale ou à d'autres fins. Toutefois, les déchets cessant d'être des déchets qui sont destinés à être utilisés comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie, ou à être incinérés, remblayés ou mis en décharge, ne sont pas pris en compte pour l'atteinte des objectifs de recyclage.

(5) Aux fins du calcul visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 3) à 6), ont été atteints, l'administration de l'environnement peut prendre en compte le recyclage des métaux séparés après l'incinération des déchets, en proportion de la quantité de déchets d'emballages incinérés et pour autant que les métaux recyclés répondent à certains critères de qualité énoncés dans l'acte d'exécution adopté en vertu de l'article 11*bis*, paragraphe 9, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

(6) Les déchets d'emballages expédiés dans un autre État membre de l'Union européenne à des fins de recyclage dans cet État membre sont pris en compte pour la réalisation des objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 3 à 6, au Luxembourg.

(7) Les déchets d'emballages exportés au départ de l'Union européenne ne sont pas pris en compte dans le calcul visant à évaluer l'atteinte des objectifs fixés à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, sauf si les conditions du paragraphe 3 sont remplies et si, conformément au règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, l'exportateur est en mesure de prouver que le transfert des déchets est conforme aux exigences dudit règlement et que le traitement des déchets d'emballages en dehors de l'Union européenne s'est déroulé dans



des conditions qui sont pour l'essentiel équivalentes aux exigences applicables en vertu de la législation en matière d'environnement. »

**Art. 8.** L'article 7 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 7. Systèmes de reprise, de collecte et de valorisation

(1) Afin d'atteindre les objectifs visés à l'article 1<sup>er</sup> et conformément au paragraphe 2, les responsables d'emballages sont tenus d'assurer, tout en se conformant aux prescriptions d'hygiène :

- 1° la reprise ou la collecte des emballages utilisés ou des déchets d'emballages provenant du consommateur, de tout autre utilisateur final ou du flux de déchets, en vue de les diriger vers les solutions de gestion des déchets les plus appropriées ;
- 2° le réemploi, la préparation en vue de la réutilisation ou la valorisation, y compris le recyclage, des emballages ou des déchets d'emballages collectés.

Ces systèmes sont ouverts à la participation des acteurs économiques des secteurs concernés et à la participation des autorités publiques compétentes. Ils s'appliquent également aux produits importés, de manière non discriminatoire, y compris en ce qui concerne les modalités prévues et les tarifs éventuellement imposés pour l'accès aux systèmes, et sont conçus de manière à éviter des entraves aux échanges ou des distorsions de concurrence.

(2) En vue de réduire au minimum l'élimination des déchets d'emballages sous forme de déchets municipaux et d'atteindre un niveau élevé de collecte séparée des déchets d'emballages, les dispositions ci-dessous s'appliquent :

1° pour les déchets d'emballages ménagers :

Sans préjudice des obligations des communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers au titre de la loi du 21 mars 2012, les communes ou syndicats de communes doivent assurer la disponibilité des systèmes de collecte séparée. Les communes ou syndicats de communes doivent assurer, le cas échéant en collaboration avec les organismes agréés, la disponibilité et l'accessibilité d'infrastructures publiques de collecte séparée des déchets d'emballages ménagers permettant aux détenteurs finals d'au moins rapporter gratuitement ces déchets d'emballages.

Les organismes agréés sont autorisés à organiser et à exploiter des systèmes de reprise de déchets d'emballages ménagers, alternatifs ou complémentaires, à condition que ces systèmes soient conformes aux objectifs de la présente loi, garantissant la même couverture territoriale que les systèmes mis en place par les communes ou syndicats de communes et assurent au moins la reprise gratuite des déchets d'emballages ménagers.

Les utilisateurs d'emballages ménagers sont tenus de se servir des systèmes de reprise de collecte séparée de déchets d'emballages ménagers qui leur sont mis à disposition par les communes ou syndicats de communes ou par les organismes agréés.

2° pour les déchets d'emballages non ménagers :

Les responsables d'emballages non ménagers assurent la collecte et la valorisation de ces déchets dans le cadre d'un régime de responsabilité élargie des producteurs tel que mentionné à l'article 8 de la présente loi.

(3) Les établissements ou entreprises visés à l'article 30, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 2012 ne peuvent collecter ou transporter des déchets d'emballages constituant des déchets ménagers que dans la mesure où ils sont mandatés à cet effet par les organismes agréés.

(4) Les emballages de boissons servant à la consommation humaine et qui sont mis sur le marché luxembourgeois sont soumis à un système de consigne national unique. Le montant de la consigne varie en fonction de la nature de l'emballage entre 10 centimes et 1 euro. La date et les modalités de mise en œuvre du système de consigne sont définies par voie de règlement grand-ducal. »

**Art. 9.** L'article 8 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 8. Responsables d'emballages et organismes agréés

(1) Afin de répondre aux obligations lui incombant dans le cadre de la présente loi ainsi qu'à celles découlant de la loi relative à la réduction des incidences de certains produits en plastique sur

l'environnement, le responsable d'emballages est soumis au régime de responsabilité élargie des producteurs dont il est question à l'article 19 de la loi du 21 mars 2012.

Pour les emballages ménagers réemployables pour lesquels il existe un système de reprise, il peut charger contractuellement un organisme agréé de l'exécution en tout ou en partie de cette obligation. Pour les autres emballages ménagers, il doit charger contractuellement un organisme agréé de l'exécution de cette obligation. Pour les emballages non ménagers, il doit charger contractuellement un organisme agréé de l'exécution en tout ou en partie de ces obligations.

(2) Pour les déchets d'emballages qui sont couverts par la gestion centralisée, les organismes agréés assurent, chacun en ce qui le concerne, le financement de la gestion des déchets, y compris les opérations de préparation à la réutilisation, à partir du point de collecte par apport volontaire.

Pour les déchets d'emballages qui ne tombent pas sous la gestion centralisée, les modalités de l'intervention financière des organismes agréés dans la collecte séparée de ces déchets est déterminée d'un commun accord entre ces organismes et les communes concernées. L'intégralité des coûts de gestion des déchets, y compris les opérations de préparation à la réutilisation, doivent être couverts par les contributions des responsables d'emballages.

(3) En outre, l'organisme agréé est tenu :

1° de calculer les cotisations de ses contractants en vue de financer le coût afférent des collectes existantes et à créer, du tri des déchets d'emballages collectés, des opérations de préparation à la réutilisation, du traitement des déchets d'emballages, ainsi que les coûts d'information aux détenteurs de déchets et de transmission et collecte des informations. Les coûts pris en compte ne peuvent pas excéder les coûts nécessaires à un service économiquement efficace.

2° de conclure un contrat avec les communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers, lequel définit les conditions et modalités techniques de collecte des déchets d'emballages concernés et de prise en charge des déchets d'emballages.

En aucun cas, le contrat ne saurait porter préjudice aux compétences des communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers en la matière.

3° de communiquer au ministre, annuellement et dans le cadre du rapport visé à l'article 35, paragraphe 2 de la loi du 21 mars 2012, les contrats conclus avec les communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers.

(4) La gestion des déchets d'emballages doit se faire dans le respect de la hiérarchie des déchets visée à l'article 9 de la loi du 21 mars 2012. »

**Art. 10.** L'article 10, de la même loi est remplacé comme suit :

« **Art. 10.** Système d'identification

(1) En vue de faciliter la collecte, le réemploi, la préparation à la réutilisation et la valorisation, y compris le recyclage, les emballages indiquent la nature des matériaux d'emballage utilisés afin d'en permettre l'identification et la classification par le secteur concerné sur base de la décision 97/129/CE de la Commission du 28 janvier 1997 établissant le système d'identification des matériaux d'emballage, conformément à la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

(2) Le marquage approprié est apposé soit sur l'emballage lui-même, soit sur l'étiquette. Il doit être clairement visible et facilement lisible. Le marquage doit avoir une durée de vie appropriée, y compris lorsque l'emballage est ouvert. »

**Art. 11.** L'article 12, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la même loi est remplacé comme suit :

« (1) Les banques de données visées à l'annexe III de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée sont gérées par l'administration de l'environnement. Elles comprennent les données basées sur cette annexe et fournissent des informations sur l'ampleur, les caractéristiques et l'évolution des flux d'emballages et de déchets d'emballages, y compris les informations relatives au caractère toxique ou dangereux des matériaux d'emballage et des éléments utilisés pour leur fabrication. »

**Art. 12.** L'article 13 de la même loi est abrogé.

**Art. 13.** L'article 15 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 15. Rapports

Chaque responsable d'emballage qui a mis sur le marché des sacs en plastique légers doit déclarer auprès de l'organisme agréé auquel il a adhéré la quantité annuelle de ces sacs.

L'organisme agréé doit rapporter ces quantités à l'administration de l'environnement dans le cadre du rapport visé à l'article 35, paragraphe 2 de la loi du 21 mars 2012. Les sacs en plastique très légers au sens de l'article 3, point 17 en sont exclus. »

**Art. 14.** L'article 17 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 17. Recherche et constatation des infractions

(1) Les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal et les fonctionnaires et employés des groupes de traitement A1, A2 et B1 de l'Administration de l'environnement peuvent être chargés de constater les infractions à la présente loi et aux règlements pris en son exécution.

Dans l'exercice de leur fonction, les agents de l'Administration des douanes et accises et les agents de l'administration de l'environnement ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

(2) Les agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions. Le programme et la durée de la formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont précisés par règlement grand-ducal.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, le serment suivant :

« Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité. »

L'article 458 du Code pénal est applicable. »

**Art. 15.** L'article 18 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 18. Pouvoirs et prérogatives de contrôle

(1) Les personnes visées à l'article 17 ont accès, de jour et de nuit et sans notification préalable, aux installations, locaux, terrains, aménagements et moyens de transport assujettis à la présente loi et aux règlements pris en vue de son exécution.

(2) Les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux locaux qui servent à l'habitation.

Toutefois, et sans préjudice de l'article 33, paragraphe 1<sup>er</sup> du Code de procédure pénale, s'il existe des indices graves faisant présumer que l'origine de l'infraction se trouve dans les locaux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire entre six heures et demie et vingt-quatre heures par un officier de police judiciaire, membre de la Police grand-ducale ou agent au sens de l'article 45, agissant en vertu d'un mandat du juge d'instruction.

(3) Dans l'exercice des attributions prévues aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les agents concernés sont autorisés :

1° à recevoir communication de tous les écritures et documents relatifs aux emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi ;

2° à prélever ou à faire prélever, aux fins d'examen ou d'analyse, des échantillons des emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi. Une partie de l'échantillon, cachetée ou scellée, est remise à l'exploitant de l'installation, du site ou du moyen de transport ou au détenteur pour le compte de celui-ci à moins que celui-ci n'y renonce expressément ou que des raisons techniques s'y opposent ;

3° à saisir et, au besoin, mettre sous scellés les emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi ainsi que les écritures et documents les concernant.

(4) Toute personne faisant l'objet des mesures prévues au paragraphe 3 ainsi que les personnes qui les remplacent sont tenues, à la réquisition des fonctionnaires chargés de ces mesures, de faciliter les opérations auxquelles ceux-ci procèdent.

Les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent assister à ces opérations.

(5) Il est dressé procès-verbal des constatations et opérations.

(6) Les frais occasionnés par les mesures prises en vertu du présent article sont compris dans les frais de justice dont ils suivent le sort. »

**Art. 16.** L'article 19 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 19. Sanctions pénales

Sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 750 000 euros ou d'une de ces peines seulement, les infractions à l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et paragraphe 3, l'article 9 et l'article 11, paragraphe 1<sup>er</sup>.

Les mêmes peines s'appliquent en cas d'entrave aux mesures ou de non-respect des mesures administratives imposées en vertu de l'article 21.

Sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 150 000 euros ou d'une de ces peines seulement les infractions à l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, paragraphe 2 et paragraphe 4. »

**Art. 17.** L'article 20 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 20. Amendes administratives

Le ministre peut infliger une amende administrative de 250 euros à 10 000 euros en cas de violation de l'article 5, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, de l'article 7, paragraphe 2, point 1<sup>o</sup>, alinéa 3, de l'article 8, paragraphe 3, point 3<sup>o</sup>, de l'article 10, paragraphe 2, de l'article 12 paragraphe 2, de l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup>, de l'article 15 ou de l'article 16, paragraphe 2.

Les amendes sont payables dans les deux mois de la notification de la décision écrite.

Les amendes administratives sont perçues par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Le recouvrement se fait comme en matière de droits d'enregistrement. »

**Art. 18.** L'article 21, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la même loi est modifié comme suit :

1° Le renvoi à l'article 19, paragraphe 1<sup>er</sup>, est remplacé par un renvoi à l'article 19.

2° Le point 2 est remplacé comme suit :

« 2) faire suspendre, en tout ou en partie l'activité de responsable d'emballages ou d'organisme agréé, l'exploitation de l'installation ou faire fermer l'installation en tout ou en partie et apposer des scellés ou interdire la mise sur le marché ou imposer le retrait du marché des emballages et déchets d'emballages visés par la présente loi. »

**Art. 19.** L'article 24 est remplacé comme suit :

« Art. 24. Modifications de l'annexe I de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité avec l'article 19, paragraphe 2 et l'article 21*bis*, de cette directive.

Les modifications de l'annexe I de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité avec l'article 19, paragraphe 2 et l'article 21*bis* de cette directive s'appliquent avec effet au jour de la date de l'entrée en vigueur des actes afférents de la Commission européenne.

Le ministre publie un avis au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, renseignant sur les modifications ainsi intervenues, en y ajoutant une référence à l'acte publié au Journal officiel de l'Union européenne. »

**Art. 20.** L'annexe I de la même loi est modifiée comme suit :

3. Au point 1, la lettre b) est remplacée comme suit :

« b) L'emballage sera conçu, fabriqué et commercialisé de manière à permettre son réemploi ou sa valorisation, y compris son recyclage, conformément à la hiérarchie des déchets, et à réduire au minimum ses incidences sur l'environnement lors de l'élimination des déchets d'emballages ou ses résidus d'opérations de gestion des déchets d'emballages. »

4. Au point 3, la lettre d) est remplacée comme suit :

« d) Emballage biodégradable

Les déchets d'emballages biodégradables doivent être de nature à pouvoir subir une décomposition physique, chimique, thermique ou biologique telle que la plus grande partie du compost obtenu se décompose finalement en dioxyde de carbone, en biomasse et en eau.

Les emballages plastiques oxodégradables ne sont pas considérés comme biodégradables. »

Luxembourg, le 22 avril 2022

*Le Président-Rapporteur,*  
François BENOY

